

Rapport financier 2012 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Jean-sur-Richelieu

Code géographique : 56083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre Beauvais cpa, cga, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Jean-sur-Richelieu pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.
(Nom de l'organisme)

Date 2013-05-03 Signature _____

Dernière modification : 2013-05-13 08:19:45

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,11,23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Deloitte, s.e.n.c.r.l.

Brossard, Québec

CPA auditeur,CA, permis de comptabilité publique no A108263

DATE 2013-05-03

Dernière modification : 2013-05-13 08:19:45

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2013-05-13 08:19:45

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	102 904 407	106 453 663	106 529 678			106 529 678
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 769 992	7 524 574	7 589 079			7 589 079
Quotes-parts	3						
Transferts	4	11 188 847	7 674 812	9 153 844		437 673	9 245 029
Services rendus	5	8 802 623	7 656 789	8 692 293		5 635 952	14 293 245
Imposition de droits	6	7 955 602	5 679 000	6 448 507			6 448 507
Amendes et pénalités	7	4 148 597	4 330 000	3 486 628			3 486 628
Intérêts	8	1 027 989	900 000	1 230 260		1 992	1 232 252
Autres revenus	9	1 877 180	150 000	973 235			973 235
	10	145 675 237	140 368 838	144 103 524		6 075 617	149 797 653
Investissement							
Taxes	11	1 785 057					
Quotes-parts	12						
Transferts	13	5 033 360	19 784 811	3 497 051			3 497 051
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	4 073 232		7 699 114			7 699 114
Autres	15	9 100		713 686			713 686
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	10 900 749	19 784 811	11 909 851			11 909 851
	18	156 575 986	160 153 649	156 013 375		6 075 617	161 707 504
Charges							
Administration générale	19	13 764 755	14 224 417	13 531 940	876 764		14 408 704
Sécurité publique	20	25 203 042	26 854 352	27 128 394	1 275 403		28 403 797
Transport	21	25 296 803	26 636 441	25 982 671	7 413 699		33 396 370
Hygiène du milieu	22	21 228 026	20 577 593	21 960 834	8 927 212		30 888 046
Santé et bien-être	23	4 854 999	407 542	385 916	752		386 668
Aménagement, urbanisme et développement	24	7 023 787	5 340 820	6 095 910	49 258		6 145 168
Loisirs et culture	25	16 036 739	17 201 019	15 802 557	1 465 862	7 582 757	24 469 688
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	7 440 910	6 179 641	7 478 007		26 815	7 504 822
Amortissement des immobilisations	28	19 650 051	18 063 561	20 008 950	(20 008 950)		
	29	140 499 112	135 485 386	138 375 179		7 609 572	145 603 263
Excédent (déficit) de l'exercice	30	16 076 874	24 668 263	17 638 196		(1 533 955)	16 104 241

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012	
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 076 874	24 668 263	17 638 196	(1 533 955)	16 104 241
Moins: revenus d'investissement	2	(10 900 749)	(19 784 811)	(11 909 851)	()	(11 909 851)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 176 125	4 883 452	5 728 345	(1 533 955)	4 194 390
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	19 650 051	18 063 561	20 008 950	96 449	20 105 399
Produit de cession	5	284 089		342 549		342 549
(Gain) perte sur cession	6	(272 088)		(100 283)		(100 283)
Réduction de valeur / Reclassement	7			(1 136 946)		(1 136 946)
	8	19 662 052	18 063 561	19 114 270	96 449	19 210 719
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	1 664 578		304 936		304 936
Réduction de valeur / Reclassement	10			1 136 946		1 136 946
	11	1 664 578		1 441 882		1 441 882
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12			20 000		20 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15			20 000		20 000
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	16 885		700 026		700 026
Remboursement de la dette à long terme	17	(15 374 562)	(15 451 683)	(15 298 863)	(63)	(15 298 926)
	18	(15 357 677)	(15 451 683)	(14 598 837)	(63)	(14 598 900)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(4 192 781)	(4 983 233)	(4 525 946)	(485 998)	(5 011 944)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				428 893	428 893
Excédent de fonctionnement affecté	21				1 094 674	1 094 674
Réserves financières et fonds réservés	22	(6 229 520)	(2 512 097)	(3 528 517)	400 000	(3 128 517)
Montant à pourvoir dans le futur	23	2 260 222		2 854 830		2 854 830
Financement des investissements en cours	24					
	25	(8 162 079)	(7 495 330)	(5 199 633)	1 437 569	(3 762 064)
	26	(2 193 126)	(4 883 452)	777 682	1 533 955	2 311 637
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 982 999		6 506 027		6 506 027

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012		Réalizations 2012	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	10 900 749	19 784 811	11 909 851		11 909 851
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(914 046)	(1 029 663)	(406 602)	()	(406 602)
Sécurité publique	3	(1 328 596)	(586 660)	(885 936)	()	(885 936)
Transport	4	(13 775 379)	(23 966 746)	(15 410 739)	()	(15 410 739)
Hygiène du milieu	5	(9 159 848)	(21 532 061)	(15 315 817)	()	(15 315 817)
Santé et bien-être	6	()	(1 874 135)	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(3 130 252)	(7 707 822)	(1 330 914)	()	(1 330 914)
Loisirs et culture	8	(2 956 789)	(6 249 638)	(827 617)	(485 998)	(1 313 615)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(31 264 910)	(62 946 725)	(34 177 625)	(485 998)	(34 663 623)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(3 838 410)	()	(3 567 789)	()	(3 567 789)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	10 505 882	31 420 251	13 830 131		13 830 131
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	4 192 781	4 983 233	4 525 946	485 998	5 011 944
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	6 657 146	6 758 430	3 877 663		3 877 663
	18	10 849 927	11 741 663	8 403 609	485 998	8 889 607
	19	(13 747 511)	(19 784 811)	(15 511 674)		(15 511 674)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(2 846 762)		(3 601 823)		(3 601 823)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalisations 2011	Budget 2012	Réalisations 2012		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 076 874	24 668 263	17 638 196	(1 533 955)	16 104 241
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	31 264 910 ) (	62 946 725 ) (	34 177 625 ) (	485 998 ) (	34 663 623)
Produit de cession	3	284 089		342 549		342 549
Amortissement	4	19 650 051	18 063 561	20 008 950	96 449	20 105 399
(Gain) perte sur cession	5	(272 088)		(100 283)		(100 283)
Réduction de valeur / Reclassement	6			(1 136 946)		(1 136 946)
	7	(11 602 858)	(44 883 164)	(15 063 355)	(389 549)	(15 452 904)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(2 173 832)		(2 125 903)		(2 125 903)
Variation des stocks de fournitures	9	(165 713)		(120 292)	(11 995)	(132 287)
Variation des autres actifs non financiers	10	148 741		(228 744)		(228 744)
	11	(2 190 804)		(2 474 939)	(11 995)	(2 486 934)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	2 283 212	(20 214 901)	99 902	(1 935 499)	(1 835 597)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(142 552 972)		(140 269 760)	1 495 655	(138 774 105)
Redressement aux exercices antérieurs	14					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(142 552 972)		(140 269 760)	1 495 655	(138 774 105)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(140 269 760)		(140 169 858)	(439 844)	(140 609 702)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>2011</u>		<u>2012</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	17 249 114	31 047 279	169 940	31 217 219
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	43 009 756	40 393 570	1 344 600	41 638 658
Prêts (note 6)	4	177 312	157 312		157 312
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	60 436 182	71 598 161	1 514 540	73 013 189
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires	11	19 519 000	14 143 000		14 143 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	16 658 091	22 871 813	1 926 798	24 699 099
Revenus reportés (note 11)	13	380 848	10 414 296		10 414 296
Dette à long terme (note 12)	14	159 989 703	157 333 410	27 586	157 360 996
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	4 158 300	7 005 500		7 005 500
	16	200 705 942	211 768 019	1 954 384	213 622 891
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(140 269 760)	(140 169 858)	(439 844)	(140 609 702)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	410 626 062	425 689 417	709 354	426 398 771
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	10 930 267	13 056 170		13 056 170
Stocks de fournitures	20	1 204 583	1 324 875	11 995	1 336 870
Autres actifs non financiers (note 15)	21	109 485	338 229		338 229
	22	422 870 397	440 408 691	721 349	441 130 040
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 997 237	6 520 265	(428 893)	6 091 372
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	23 708 518	26 651 736		26 651 736
Montant à pourvoir dans le futur	25	(13 213 325)	(16 068 155)		(16 068 155)
Financement des investissements en cours	26	(10 886 700)	(14 797 888)		(14 797 888)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	279 994 907	297 932 875	710 398	298 643 273
	28	282 600 637	300 238 833	281 505	300 520 338

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Réalizations 2011		Réalizations 2012		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 076 874	17 638 196	(1 533 955)	16 104 241
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	19 650 051	20 008 950	96 449	20 105 399
Autres					
- Gain sur disposition d'actifs	3	(272 088)	(100 283)		(100 283)
-	4				
	5	35 454 837	37 546 863	(1 437 506)	36 109 357
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(3 036 659)	2 616 186	23 058	2 738 756
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(5 121 822)	6 213 722	1 010 165	7 124 375
Revenus reportés	9	(53 558)	10 033 448		10 033 448
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	1 700 500	2 847 200		2 847 200
Propriétés destinées à la revente	11	(2 173 832)	(3 262 849)		(3 262 849)
Stocks de fournitures	12	(165 713)	(120 292)	(11 995)	(132 287)
Autres actifs non financiers	13	148 741	(228 744)		(228 744)
	14	26 752 494	55 645 534	(416 278)	55 229 256
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15	(31 264 910)	(34 177 625)	(485 998)	(34 663 623)
Produit de cession	16	284 089	342 549		342 549
	17	(30 980 821)	(33 835 076)	(485 998)	(34 321 074)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18	()	()	()	()
Remboursement ou cession	19		20 000		20 000
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22		20 000		20 000
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	18 970 600	14 745 500		14 745 500
Remboursement de la dette à long terme	24	(16 568 265)	(17 174 712)	(26 760)	(17 201 472)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 909 000	(5 376 000)		(5 376 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(116 959)	(227 081)		(227 081)
Autres	27				
-	28				
	29	5 194 376	(8 032 293)	(26 760)	(8 059 053)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	966 049	13 798 165	(929 036)	12 869 129
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	16 283 065	17 249 114	1 098 976	18 348 090
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²	32	17 249 114	31 047 279	169 940	31 217 219

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		<u>Réalisations 2011</u>	<u>Budget 2012</u>	<u>Réalisations 2012</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
Rémunération	1	42 976 179	43 523 481	43 181 017	44 171 133
Charges sociales	2	11 563 590	12 856 124	13 318 500	13 429 822
Biens et services	3	42 927 758	41 617 448	40 214 633	46 364 015
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	5 644 154	5 840 239	5 515 078	5 515 078
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	316 029	273 460	245 505	245 505
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	1 480 727	65 942	1 717 424	1 744 239
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	11 547 583	11 416 011	11 427 534	11 427 534
Autres	10	25 736	27 500		
Autres organismes	11	1 568 091	1 615 620	1 520 214	1 374 214
Amortissement des immobilisations	12	19 650 051	18 063 561	20 008 950	20 105 399
Autres					
- Réclamations des dommages	13	728 085	186 000	137 795	137 795
- Coût des terrains pour revente	14	1 664 578		304 936	304 936
- Subvention domiciliaire	15	406 551		783 593	783 593
	16	140 499 112	135 485 386	138 375 179	145 603 263

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Revenus				
Taxes	1	106 453 663	106 529 678	104 689 464
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 524 574	7 589 079	7 769 992
Quotes-parts	3			
Transferts	4	27 588 538	12 742 080	16 351 122
Services rendus	5	13 992 428	14 293 245	15 262 976
Imposition de droits	6	5 679 000	6 448 507	7 955 602
Amendes et pénalités	7	4 330 000	3 486 628	4 148 597
Intérêts	8	919 000	1 232 252	1 037 097
Autres revenus	9	150 000	9 386 035	5 959 512
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	166 637 203	161 707 504	163 174 362
Charges				
Administration générale	12	14 918 231	14 408 704	14 631 407
Sécurité publique	13	27 814 530	28 403 797	26 562 829
Transport	14	33 070 533	33 396 370	32 231 609
Hygiène du milieu	15	29 145 003	30 888 046	30 107 265
Santé et bien-être	16	408 294	386 668	4 855 751
Aménagement, urbanisme et développement	17	5 390 078	6 145 168	7 106 407
Loisirs et culture	18	26 192 922	24 469 688	23 675 523
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	6 205 641	7 504 822	7 471 834
	21	143 145 232	145 603 263	146 642 625
Excédent (déficit) de l'exercice	22	23 491 971	16 104 241	16 531 737
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		284 416 097	267 884 360
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		284 416 097	267 884 360
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		300 520 338	284 416 097

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Excédent (déficit) de l'exercice	1	23 491 971	16 104 241	16 531 737
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	34 663 623 ) (	31 264 910)
Produit de cession	3		342 549	284 089
Amortissement	4		20 105 399	19 685 810
(Gain) perte sur cession	5		(100 283)	(272 088)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(1 136 946)	
	7		(15 452 904)	(11 567 099)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(2 125 903)	(2 173 832)
Variation des stocks de fournitures	9		(132 287)	(165 713)
Variation des autres actifs non financiers	10		(228 744)	148 741
	11		(2 486 934)	(2 190 804)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	23 491 971	(1 835 597)	2 773 834
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(138 774 105)	(141 547 939)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(138 774 105)	(141 547 939)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(140 609 702)	(138 774 105)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	31 217 219	18 348 090
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	41 638 658	44 377 414
Prêts (note 6)	4	157 312	177 312
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	73 013 189	62 902 816
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	14 143 000	19 519 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	24 699 099	17 574 724
Revenus reportés (note 11)	13	10 414 296	380 848
Dette à long terme (note 12)	14	157 360 996	160 044 049
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	7 005 500	4 158 300
	16	213 622 891	201 676 921
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(140 609 702)	(138 774 105)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	426 398 771	410 945 867
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	13 056 170	10 930 267
Stocks de fournitures	20	1 336 870	1 204 583
Autres actifs non financiers (note 15)	21	338 229	109 485
	22	441 130 040	423 190 202
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	300 520 338	284 416 097
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 104 241	16 531 737
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	20 105 399	19 685 810
Autres			
- Gain sur cession d'actifs	3	(100 283)	(272 088)
-	4		
	5	36 109 357	35 945 459
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 738 756	(2 705 947)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	7 124 375	(4 845 146)
Revenus reportés	9	10 033 448	(53 558)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	2 847 200	1 700 500
Propriétés destinées à la revente	11	(3 262 849)	(2 173 832)
Stocks de fournitures	12	(132 287)	(165 713)
Autres actifs non financiers	13	(228 744)	148 741
	14	55 229 256	27 850 504
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(34 663 623)	(31 264 910)
Produit de cession	16	342 549	284 089
	17	(34 321 074)	(30 980 821)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	20 000	
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	20 000	
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	14 745 500	18 970 600
Remboursement de la dette à long terme	24	(17 201 472)	(16 593 232)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(5 376 000)	2 909 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(227 081)	(116 959)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(8 059 053)	5 169 409
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	12 869 129	2 039 092
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	18 348 090	16 308 998
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	31 217 219	18 348 090

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (la "Ville") est un organisme municipal créé le 24 janvier 2001 par le décret no 17-2001 du gouvernement du Québec. Conformément à la Loi sur l'organisation territoriale municipale, elle succède aux droits et obligations des anciennes villes de Saint-Jean-sur-Richelieu, de Saint-Luc et d'Iberville, de la Municipalité de l'Acadie et de la Paroisse de Saint-Athanase.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant l'organisme qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés de la Ville présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville et ceux de l'organisme de son périmètre, soit :

La Corporation du Festival de Montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc. (La "Corporation"), constituée le 16 janvier 1992, en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle administre des activités touristiques reliées au domaine aéronautique.

Au cours de l'exercice 2012, l'administration municipale a versé à la Corporation des subventions totalisant 603 000 \$, dont 381 488 \$ comptant et 221 512 \$ sous forme de biens et services.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville applique la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subventions des différentes immobilisations faisant l'objet du financement. Ces taux sont établis à partir des modalités des différents programmes gouvernementaux et d'ententes particulières.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile estimatives suivantes:

Infrastructures	: de 15 à 40 ans
Bâtiments	: de 30 à 40 ans
Améliorations locatives	: 15 ans
Véhicules	: de 10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	: de 5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers	: de 10 à 20 ans
Autres	: de 5 à 20 ans

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état des résultats de l'exercice, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****E) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- le régime supplémentaire de retraite des cadres policiers.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec les salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2012 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****F) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - pour l'excédent de la charge de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés; cet excédent n'est pas amorti.
 - l'employeur s'est également prévalu de l'allègement consenti par le MAMROT selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement reliée aux pertes de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre la valeur des obligations et l'actif au 1er janvier 2009 pouvait être affecté à un montant à pourvoir dans le futur. Les montants ainsi transférés à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisés ne peuvent excéder 7 % de la valeur des obligations du régime et doivent être totalement amortis sur une période maximale correspondant à la DMERCA. Aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminé.

G) Autres éléments**Constatation des revenus**

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que l'administration municipale formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principaux éléments qui nécessitent l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont :

- Les durées de vie utile des immobilisations aux fins de l'amortissement;
- Les hypothèses relatives à l'établissement de la charge et de l'actif au titre des avantages sociaux futurs;
- Les provisions à l'égard des passifs et de la provision pour contestation d'évaluation;
- Les provisions pour mauvaises créances à l'égard des débiteurs.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le fonds réservé - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à des fins de parcs, terrains de jeux ou d'espaces naturels suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville.

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisation et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Le fonds réservé - Réfection et entretien de certaines voies publiques est constitué de sommes d'argent provenant de la perception des droits payables par les exploitants des carrières situées sur le territoire de la Ville. Les sommes reçues sont affectées à la réfection ou à l'entretien de certaines voies publiques.

Le fonds réservé - Amortissement est constitué de sommes d'argent provenant de la SQAÉ qui servira à diminuer la dette de la Ville lors de son refinancement.

Le fonds réservé - Assurance a été constitué pour pourvoir à l'indemnisation de dommages aux propriétés de la Ville et à celles dont elle a la responsabilité. Ce fonds servira également à indemniser des tiers pour des dommages subis et reliés à la responsabilité de la Ville.

Le fonds réservé - Environnement a été constitué pour pourvoir aux diverses initiatives de la Ville concernant l'environnement.

Le fonds réservé - Éventualités a été constitué pour pourvoir aux divers imprévus de la Ville durant un exercice financier.

Le fonds réservé - Déneigement a été constitué afin de se promouvoir des fluctuations d'enlèvement de la neige durant un exercice financier.

Le fonds réservé - Passifs environnementaux a été constitué pour pourvoir aux divers imprévus reliés à des sites contaminés.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	169 940	1 098 976
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
Le montant affecté est composé de l'encaisse de la Corporation du festival de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc.			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	5 499 551	4 684 888
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	26 772 317	29 752 158
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	1 768 005	3 145 450
Organismes municipaux	8	28 630	145 763
Autres			
- Amendes et frais	9	1 857 364	1 802 297
- Droits de mutations et autres	10	5 712 791	4 846 858
	11	41 638 658	44 377 414
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	16 915 337	18 625 403
Organismes municipaux	13	27 586	54 346
Autres tiers	14		
	15	16 942 923	18 679 749
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	2 225 471	2 456 166
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	157 312	157 312
Prêts à un fonds d'investissement	18		20 000
Autres			
-	19		
-	20		
	21	157 312	177 312
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	502 900	2 900 600
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(7 508 400)	(7 058 900)
	27	<u>(7 005 500)</u>	<u>(4 158 300)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	7 230 500	6 084 200
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	546 000	475 200
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	105 619	144 665
	33	<u>7 882 119</u>	<u>6 704 065</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	12 804 948	6 635 893
Salaires et avantages sociaux	38	5 566 264	4 206 210
Dépôts et retenues de garantie	39	3 522 454	4 259 673
Provision pour contestations d'évaluation	40	67 169	136 020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouv. du Québec et entreprises	42	616 811	392 059
- Gouv. du Canada et entreprises	43	304 703	300 199
- Organismes municipaux	44	47 702	59 461
- Intérêts courus sur dette l.t.	45	175 313	181 368
- Autres courus	46	1 593 735	1 403 841
	47	<u>24 699 099</u>	<u>17 574 724</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	112 715	165 317
Transferts	49	10 162 924	
Autres			
- Carra	50	138 657	184 081
- Autres	51		31 450
	52	<u>10 414 296</u>	<u>380 848</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

						2012	2011
12. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>				
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	5,30	2013	2020	53	151 756 000	153 321 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	2,82	4,99	2013	2018	57	4 616 262	5 480 474
Organismes municipaux	7,23	7,23	2013	2013	58	27 586	54 346
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres	0,00	0,00	2016	2017	60	1 433 810	1 433 810
					61	157 833 658	160 289 630
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(472 662)	(245 581)
					63	157 360 996	160 044 049

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2012			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2013	64	72	14 188 800	80	89	953 656	97	15 142 456
2014	65	73	17 758 800	81	90	974 731	98	18 733 531
2015	66	74	15 100 000	82	91	848 796	99	15 948 796
2016	67	75	13 440 399	83	92	415 900	100	13 856 299
2017	68	76	12 203 000	84	93	264 069	101	12 467 069
2018 et +	69	77	79 065 001	85	94	2 620 506	102	81 685 507
	70	78	151 756 000	86	95	6 077 658	103	157 833 658
Intérêts et frais accessoires			87	()			104	()
	71	79	151 756 000	88	96	6 077 658	105	157 833 658

Note
Dans le but de financer les cotisations d'équilibre à être versées à la Caisse de retraite, la Ville de saint-Jean-sur-Richelieu a émis en date du 17 mars 2008, deux obligations, non négociables, pour un terme de 10 ans.

Ces obligations, rétroactives au 1er janvier 2006 et 1er janvier 2007, aux montants respectifs de 1 002 552 \$ et 431 268 \$ ne portent pas intérêt.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>			
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	106	92 345 534	134	2 904 120	161	1 136 906	188	94 112 748
Eaux usées	107	215 048 589	135	4 468 616	162	65 184	189	219 452 021
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	164 093 498	136	12 142 639	163	439 754	190	175 796 383
Autres	109	30 552 020	137	1 090 616	164	626 141	191	31 016 495
Réseau d'électricité	110		138		165		192	
Bâtiments	111	43 094 521	139	513 513	166	19 226	193	43 588 808
Améliorations locatives	112	5 700 766	140		167		194	5 700 766
Véhicules	113	12 965 450	141	1 312 432	168	902 716	195	13 375 166
Ameublement et équipement de bureau	114	4 305 016	142	615 011	169	959 315	196	3 960 712
Machinerie, outillage et équipement divers	115	9 019 858	143	436 246	170	350 149	197	9 105 955
Terrains	116	14 828 173	144	161 520	171	(706 476)	198	15 696 169
Autres	117	30 118	145		172		199	30 118
	118	<u>591 983 543</u>	146	<u>23 644 713</u>	173	<u>3 792 915</u>	200	<u>611 835 341</u>
Immobilisations en cours	119	<u>29 183 150</u>	147	<u>11 018 910</u>	174		201	<u>40 202 060</u>
	120	<u>621 166 693</u>	148	<u>34 663 623</u>	175	<u>3 792 915</u>	202	<u>652 037 401</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	121	33 351 511	149	3 193 008	176	1 136 906	203	35 407 613
Eaux usées	122	72 574 104	150	5 545 993	177	65 184	204	78 054 913
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	61 940 113	151	5 748 292	178	684 798	205	67 003 607
Autres	124	9 808 080	152	1 499 893	179	626 141	206	10 681 832
Réseau d'électricité	125		153		180		207	
Bâtiments	126	19 286 685	154	1 159 676	181	19 226	208	20 427 135
Améliorations locatives	127	2 758 509	155	380 051	182		209	3 138 560
Véhicules	128	5 068 398	156	1 033 875	183	845 880	210	5 256 393
Ameublement et équipement de bureau	129	2 419 070	157	933 234	184	959 315	211	2 392 989
Machinerie, outillage et équipement divers	130	2 952 638	158	611 377	185	288 435	212	3 275 580
Autres	131	61 718	159		186	61 710	213	8
	132	<u>210 220 826</u>	160	<u>20 105 399</u>	187	<u>4 687 595</u>	214	<u>225 638 630</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	<u>410 945 867</u>					215	<u>426 398 771</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	216		219		221		223	
Amortissement cumulé	217	(_____)	220	(_____)	222	(_____)	224	(_____)
Valeur comptable nette	218	<u>_____</u>					225	<u>_____</u>

Note

Au cours de l'exercice, des propriétés destinées à la revente d'un montant de 1 136 946 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

ont été reclassées dans les immobilisations. Cette opération est sans incidence sur les liquidités à l'état consolidé des flux de trésorerie.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	226	12 637 901	10 475 461
Immeubles industriels municipaux	227	394 416	430 953
Autres	228	23 853	23 853
	229	13 056 170	10 930 267
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	13 056 170	10 930 267

Note

Au cours de l'exercice, des propriétés destinées à la revente d'un montant de 1 136 946 \$ ont été reclassées dans les immobilisations. Cette opération est sans incidence sur les liquidités à l'état consolidé des flux de trésorerie.

15. Autres actifs non financiers

Frais payés d'avance	232	6 000	10 075
Frais reportés			
- Rôle d'évaluation	233	332 229	99 410
-	234		
	235	338 229	109 485

Note**16. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée par des contrats d'informatique, de déneigement, d'entretien des espaces verts, de conciergerie, de location d'équipement et de contrat d'exploitation échéant jusqu'à 2027, à verser une somme totale de 54 855 023\$. Les versements des cinq prochains exercices sont exigibles comme suit:

2013	20 178 324 \$
2014	16 079 101 \$
2015	8 585 826 \$
2016	1 791 348 \$
2017	1 678 337 \$

La Corporation a octroyé la gestion du festival pour une somme minimale de 284 430 \$ en 2013, 289 099 \$ en 2014, 294 881 \$ en 2015, 300 778 en 2016, 306 794 \$ en 2017.

La Corporation s'est engagée à assumer un bail de location d'un terrain échéant le 31 mars 2012. Le bail a été reconduit de façon tacite et devrait contenir sensiblement les mêmes conditions que le précédent. Les loyers futurs seront de 12 792\$ en 2013.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

i) La Ville est solidaire des obligations de l'École de gymnastique du Haut-Richelieu inc. envers la Caisse populaire Notre-Dame-Auxiliatrice pour un prêt à terme de 175 000 \$ sur l'immeuble sis au 125, rue Richelieu venant à échéance le 10 août 2026. Au 31 décembre 2012, le solde en capital du prêt est de 112 402 \$.

ii) Le 18 février 2003, l'administration municipale s'est portée caution envers la Caisse populaire de Saint-Luc pour toutes dettes ou obligations de la Corporation du Festival de Montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc. pour un montant en capital maximal de 99 999 \$. Le solde de l'emprunt au 31 décembre 2012 est de 27 586 \$.

iii) La Ville est solidaire des obligations de Famille à Coeur inc. envers la Caisse populaire Desjardins de Saint-Jean-sur-Richelieu relativement à un prêt à terme de 600 000 \$ venant à échéance le 8 septembre 2030. Au 31 décembre 2012, le solde en capital du prêt est de 537 974 \$.

iv) Le 20 juin 2011, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu s'est portée caution en faveur de l'organisme Conférence St-Vincent-de-Paul de Saint-Luc d'un montant totalisant 600 000 \$ pour vingt ans. Au 31 décembre 2012, le solde en capital du prêt est de 584 333 \$.

v) Postérieurement à la date de l'état de la situation financière le 21 janvier 2013, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu s'est portée caution en faveur de l'organisme Télévision communautaire du Haut-Richelieu totalisant 240 000 \$ pour vingt ans.

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites**Pluie du 29 juillet 2009**

La Ville a reçu des poursuites en dommages et intérêts pour une somme totale de 2 900 000 \$. L'issue de ces poursuites étant indéterminée, le règlement éventuel sera imputé à l'exercice où il se matérialisera.

Ouragan Irène du 28 et 29 août 2011

La Ville a reçu des poursuites en dommages et intérêts pour une somme totale de 4 737 000 \$. L'issue de ces poursuites étant indéterminée, le règlement éventuel sera imputé à l'exercice où il se matérialisera.

d) Autres**Environnement**

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans ce domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

L'opinion de l'auditeur indépendant ne porte pas sur les données budgétaires présentées à titre comparatif.

20.**Emprunts temporaires**

Les emprunts temporaires autorisés au 31 décembre 2012 s'élèvent à 79 998 000 \$. Les emprunts utilisés portent intérêts au taux préférentiel de 3 % au 31 décembre 2012 des différentes institutions financières auprès desquelles elles ont été contractées.

Opérations entre apparentés

La Ville est membre de la M.R.C. du Haut-Richelieu, organisme régional composé de 19 municipalités. Les charges de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville pour l'exercice 2012 est de 11 090 182 \$.

La Ville est engagée envers l'Office Municipal d'habitation du Haut-Richelieu, en vertu du décret 17-2001 et des conventions avec la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation du Haut-Richelieu. Les dites conventions prévoient le paiement d'une subvention comblant 10 % du déficit d'exploitation des ensembles immobiliers administrés par l'Office. Le paiement de la subvention est lié au respect des conditions énumérées aux conventions. Les coûts récupérés pour 2012 sont de 263 576 \$.

La Ville est membre du Regroupement des personnes handicapées du Haut-Richelieu qui assure un service de transport adapté. Le déficit de l'organisme est réparti entre les membres. La quote-part de la Ville pour l'exercice 2012 s'est élevée à 337 352 \$.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 6 091 372	2 997 237
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 26 651 736	25 203 192
Montant à pourvoir dans le futur	3 (16 068 155 ) (	13 213 325)
Financement des investissements en cours	4 (14 797 888)	(10 886 700)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 298 643 273	280 315 693
	6 300 520 338	284 416 097

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-JEAN)	7 71 152	155 178
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-LUC)	8	308 098
- SURPLUS RÉSERVÉ (IBERVILLE)	9 120 054	120 054
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-ATHANASE)	10	42 053
- SURPLUS RÉSERVÉ (L'ACADIE)	11 109 390	109 390
- SURPLUS RÉSERVÉ (GRANDE VILLE)	12 12 729 860	12 150 394
-	13	
-	14	
-	15	
	16 13 030 456	12 885 167
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
- Corporation	17	1 494 674
-	18	
-	19	
	20	1 494 674
Réserves financières		
-	21	
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 2 582 358	2 369 414
Fonds parcs et terrains de jeux	28 2 062 586	2 172 971
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29 1 699 631	1 053 148
Société québécoise d'assainissement des eaux	30	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 777 792	516 400
Fonds d'amortissement	32 234 202	183 185
Financement des activités de fonctionnement	33 582 552	334 013
Autres		
- RÉSERVES D'ASSURANCES	34 1 000 000	1 000 000
- ENVIRONNEMENT ET PASSIF ENVIR.	35 3 071 244	2 395 300
- ÉVENTUALITÉ ET ÉQUIP. INFORM.	36 900 915	88 920
- DÉNEIGEMENT	37 710 000	710 000
	38 13 621 280	10 823 351
	39 26 651 736	25 203 192

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (28 655) ()	(31 825)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 (4 969 600) ()	(4 969 600)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (7 590 500) ()	(5 089 700)
Autres	45 (940 600) ()	(1 032 900)
Régimes non capitalisés	46 (2 538 800) ()	(2 089 300)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (16 068 155) ()	(13 213 325)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 2 430 806	3 688 706
Investissements à financer	52 (17 228 694) ()	(14 575 406)
	53 (14 797 888)	(10 886 700)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 426 398 771	410 945 867
Propriétés destinées à la revente	55 13 056 170	10 930 267
Prêts	56 157 312	177 312
Placements à titre d'investissement	57	
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 439 612 253	422 053 446
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 157 360 996	160 044 049
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 472 662	245 581
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (16 942 923) ()	(18 679 749)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 (1 044) ()	(978)
	64 140 889 691	141 608 903
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65 79 289	128 850
	66 140 968 980	141 737 753
	67 298 643 273	280 315 693

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville est promoteur d'un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble de ses salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le nombre d'années de service et sur la moyenne des cinq meilleures années de rémunération parmi les 10 dernières années de service. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 2 900 600	4 213 200
Charge de l'exercice	5 (7 230 500)	(6 084 200)
Cotisations versées par l'employeur	6 4 832 800	4 771 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>502 900</u>	<u>2 900 600</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 109 080 000	104 157 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (133 095 800)	(123 248 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (24 015 800)	(19 090 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 24 518 700	21 991 500
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 502 900	2 900 600
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>502 900</u>	<u>2 900 600</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 109 080 000	104 157 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (133 095 800)	(123 248 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (24 015 800)	(19 090 900)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 7 216 800	6 538 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 <u>7 216 800</u>	<u>6 538 700</u>
Cotisations salariales des employés	22 (3 380 000)	(3 344 100)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 3 836 800	3 194 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 2 061 700	1 769 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33 <u>5 898 500</u>	<u>4 963 600</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 7 676 500	7 507 700
Rendement espéré des actifs	35 (6 344 500)	(6 387 100)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36 <u>1 332 000</u>	<u>1 120 600</u>
Charge de l'exercice	<u>7 230 500</u>	<u>6 084 200</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 755 600	226 400
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (6 344 500)	(6 387 100)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (4 588 900)	(6 160 700)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	2 062 600
Prestations versées au cours de l'exercice	41 5 045 900	4 640 200
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 108 588 300	96 824 700
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 1 433 820	1 433 820
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite. Ce régime comprend de l'assurance-vie, de l'assurance soins de santé et de l'assurance de soins dentaires. La dernière évaluation est en date du 31 décembre 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (7 058 900)	(6 671 000)
Charge de l'exercice	58 (546 000)	(475 200)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 96 500	87 300
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>7 508 400</u>)	(<u>7 058 900</u>)
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (7 749 500)	(7 115 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 241 100	56 100
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>7 508 400</u>)	(<u>7 058 900</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 256 900	223 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 256 900	223 500
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 256 900	223 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (3 800)	(38 600)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 253 100	184 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 292 900	290 300
Charge de l'exercice	77 546 000	475 200

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (181 200)	(417 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 12	12

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,80 %	4,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 0,00 %	0,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 6,10 %	6,10 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 2,50 %	2,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2025	2025
Autres hypothèses économiques		
- Taux de croissance du coûts	86 4	4
-	87	

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2012	2011
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2012	2011
Cotisations des élus au RREM 95	31 105	30 374
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	81 450	102 359
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	24 169	42 306
98	105 619	144 665

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2012

Administration municipale

Dettes à long terme	1	157 806 072
---------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	17 228 694
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	79 289
--	---	--------

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	234 202
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	16 915 337
-----------	---	------------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	2 430 806
--	----	-----------

Autres	11	
--------	----	--

-	12	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	155 533 710
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	15	155 533 710
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	16	1 214 599
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	17	
---------------------------	----	--

Autres organismes	18	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	19	156 748 309
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	156 748 309
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2012	2012	2012	2011
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	75 864 968	76 075 103	71 525 933
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	5 804 309	5 808 546	6 800 333
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	81 669 277	81 883 649	78 326 266
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	5 910 624	5 691 760	5 637 585
Égout	11	4 544 148	4 522 341	4 486 161
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	8 758 853	8 704 644	9 099 476
Autres				
-Paiements comptants	14		182 210	534
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	405 600	416 465	427 635
Service de la dette	18	5 165 161	5 128 609	4 926 750
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			1 785 057
	21	24 784 386	24 646 029	26 363 198
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	24 784 386	24 646 029	26 363 198
	26	106 453 663	106 529 678	104 689 464

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	410 921	415 735	415 764
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	410 921	415 735	415 764
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	973 636	923 560	976 693
Cégeps et universités	33	428 577	466 555	432 021
Écoles primaires et secondaires	34	1 686 075	1 585 434	1 652 695
	35	3 088 288	2 975 549	3 061 409
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39	4 243	4 430	4 243
	40	4 243	4 430	4 243
	41	3 503 452	3 395 714	3 481 416
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	3 979 985	3 978 603	3 995 484
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43		176 928	255 534
Taxes d'affaires	44			
	45	3 979 985	4 155 531	4 251 018
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	41 137	37 834	37 558
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	41 137	37 834	37 558
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	7 524 574	7 589 079	7 769 992

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	5 877	5 877	6 908
Sécurité publique				
Police	54	50 000	52 169	37 762
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	242 074	299 166	227 765
Enlèvement de la neige	59		33 461	32 073
Autres	60		24 713	9 855
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	1 813 253	1 817 576	1 847 656
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	66 690	66 957	72 118
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	1 602 736	2 231 368	1 966 449
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		52 605	3 199 562
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	42 854		
Rénovation urbaine	84		457 496	614 464
Promotion et développement économique	85		91 185	
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	14 414	16 170	15 819
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	312 714	336 411	316 728
Autres	89	20 000	20 500	175 452
Réseau d'électricité	90			
	91	4 170 612	5 414 469	8 522 611

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2012	2012	2012	2011
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	12 221 885	1 098 732	1 909 740
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	2 137 929	1 027 851	1 098 694
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110	2 137 929	1 370 468	1 464 926
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			560 000
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121	937 068		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123	100 000		
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 250 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	19 784 811	3 497 051	5 033 360

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	3 504 200	3 739 375	3 739 375
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	3 504 200	3 739 375	3 739 375
TOTAL DES TRANSFERTS	140	27 459 623	12 650 895	12 742 080
				16 351 122

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	168 000	186 736	186 736
Sécurité civile	147			205 799
Autres	148			
	149	168 000	186 736	186 736
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	7 576	4 370	4 225
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155	7 576	4 370	4 225
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	87 024	57 782	57 782
Réseau de distribution de l'eau potable	157			71 609
Traitement des eaux usées	158	61 799	57 638	57 638
Réseaux d'égout	159			52 845
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	148 823	115 420	115 420
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	324 399	306 526	306 526
				334 478

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2012	2012	2012	2011
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	429 309	531 396	498 006
Sécurité publique	184	214 185	211 011	194 591
Transport				
Réseau routier	185	183 679	217 913	192 217
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186	4 868 852	4 786 402	4 804 232
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	28 000	1 060 873	1 011 607
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	71 900	127 580	456 124
Loisirs et culture	194	1 536 465	1 450 592	7 771 721
Réseau d'électricité	195			
	196	7 332 390	8 385 767	14 928 498
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	7 656 789	8 692 293	15 262 976
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	579 000	674 636	1 662 739
Droits de mutation immobilière	199	4 500 000	5 094 144	4 940 039
Droits sur les carrières et sablières	200	600 000	679 727	1 352 824
Autres	201			
	202	5 679 000	6 448 507	7 955 602
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	4 330 000	3 486 628	4 148 597
INTÉRÊTS	204	900 000	1 230 260	1 037 097
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		100 283	272 088
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	150 000	892 952	1 605 092
Gain (perte) sur cession de placements	207		(20 000)	(20 000)
Contributions des promoteurs	208		7 699 114	4 073 232
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		713 686	9 100
	212	150 000	9 386 035	5 959 512

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 419 194	1 343 824		1 343 824	1 343 824	1 358 983
Application de la loi	2	2 156 702	2 008 388		2 008 388	2 008 388	2 488 746
Gestion financière et administrative	3	6 018 246	5 758 475		5 758 475	5 758 475	5 144 416
Greffe	4	1 206 104	1 215 484		1 215 484	1 215 484	1 108 333
Évaluation	5	843 075	800 030		800 030	800 030	690 413
Gestion du personnel	6	1 865 365	1 895 461		1 895 461	1 895 461	1 892 164
Autres	7	715 731	510 278	876 764	1 387 042	1 387 042	1 948 352
	8	14 224 417	13 531 940	876 764	14 408 704	14 408 704	14 631 407
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	19 506 611	19 873 022	901 031	20 774 053	20 774 053	19 558 942
Sécurité incendie	10	7 347 741	7 255 372	374 372	7 629 744	7 629 744	6 994 337
Sécurité civile	11						9 550
Autres	12						
	13	26 854 352	27 128 394	1 275 403	28 403 797	28 403 797	26 562 829
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	5 069 872	5 623 688	6 597 751	12 221 439	12 221 439	11 078 405
Enlèvement de la neige	15	6 928 144	6 101 091		6 101 091	6 101 091	7 128 918
Éclairage des rues	16	1 951 700	1 920 166	145 611	2 065 777	2 065 777	1 921 230
Circulation et stationnement	17	1 161 896	1 319 988	95 879	1 415 867	1 415 867	1 108 411
Transport collectif							
Transport en commun	18	11 201 381	10 693 101	574 458	11 267 559	11 267 559	10 670 957
Transport aérien	19	323 448	324 637		324 637	324 637	297 628
Transport par eau	20						
Autres	21						26 060
	22	26 636 441	25 982 671	7 413 699	33 396 370	33 396 370	32 231 609

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2012		Réalizations 2012		Réalizations 2012	Réalizations 2011
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 094 535	3 114 972	1 138 041	4 253 013	3 994 723
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 658 837	3 664 076	2 101 663	5 765 739	5 236 983
Traitement des eaux usées	25	3 884 233	3 685 130	2 764 313	6 449 443	6 179 117
Réseaux d'égout	26	1 194 678	1 564 862	2 858 575	4 423 437	4 644 194
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	3 404 043	3 404 960		3 404 960	3 541 125
Élimination	28	2 912 971	2 913 756		2 913 756	2 770 883
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 876 701	1 877 207		1 877 207	1 912 113
Tri et conditionnement	30	193 870	193 922		193 922	281 680
Matières organiques						
Collecte et transport						
Traitement	31					
	32					
Matériaux secs	33	1 053 000	1 053 283		1 053 283	1 099 264
Autres	34	247 013	247 080		247 080	246 174
Plan de gestion						
Autres						
	35					
	36					
Cours d'eau	37	57 712	145 249	21 275	166 524	157 664
Protection de l'environnement	38		96 337	43 345	139 682	43 345
Autres	39					
	40	20 577 593	21 960 834	8 927 212	30 888 046	30 107 265
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	281 000	263 576		263 576	238 426
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	126 542	122 340	752	123 092	4 617 325
	44	407 542	385 916	752	386 668	4 855 751
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 982 645	2 863 450	35 983	2 899 433	2 777 081
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux						
	46					
Autres biens	47		783 593	8 333	791 926	414 884
Promotion et développement économique						
Industries et commerces						
	48	2 182 560	1 966 261		1 966 261	2 070 139
Tourisme	49	175 615	177 670		177 670	170 500
Autres	50		304 936	4 942	309 878	1 673 803
Autres	51					
	52	5 340 820	6 095 910	49 258	6 145 168	7 106 407

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 925 531	1 526 984		1 526 984	1 526 984	1 721 396
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 634 782	1 578 263		1 578 263	1 578 263	1 589 494
Piscines, plages et ports de plaisance	55	617 844	639 397		639 397	639 397	543 160
Parcs et terrains de jeux	56	6 120 782	5 287 130	1 170 288	6 457 418	6 457 418	6 611 606
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	1 026 003	688 375		688 375	7 889 644	7 196 130
Autres	59	762 062	839 584		839 584	839 584	742 925
	60	12 087 004	10 559 733	1 170 288	11 730 021	18 931 290	18 404 711
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 634 467	1 691 957		1 691 957	1 691 957	1 599 367
Bibliothèques	62	3 102 851	3 178 079	182 203	3 360 282	3 360 282	3 177 667
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63			113 371	113 371	113 371	125 409
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	376 697	372 788		372 788	372 788	368 369
	66	5 114 015	5 242 824	295 574	5 538 398	5 538 398	5 270 812
	67	17 201 019	15 802 557	1 465 862	17 268 419	24 469 688	23 675 523
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	6 113 699	5 760 583		5 760 583	5 760 583	5 991 107
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		1 624 900		1 624 900	1 624 900	1 410 900
Autres	72	65 942	92 524		92 524	119 339	69 827
	73	6 179 641	7 478 007		7 478 007	7 504 822	7 471 834
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	18 063 561	20 008 950	(20 008 950)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la Ville de Saint-jean-sur-Richelieu. Ce taux a été établi par la direction de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Deloitte, s.e.n.c.r.l.

Brossard, Québec

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no 108263

DATE 2013-05-03

Dernière modification avant dépôt : 2013-05-13 08:19:45

Dernière modification : 2013-05-13 08:19:45

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>107 094 034</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	541 029
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	23 327
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>564 356</u>
Revenus de taxes	11	<u>106 529 678</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	106 529 678
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	23 327
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>289 081</u>
Total partiel		4	<u>106 842 086</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	753 887	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	12 285 354	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	416 465	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10 <u>13 455 706</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>93 386 380</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2012 ²	1 <u>7 747 570 316</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2012 ²	2 <u>7 851 886 010</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>7 799 728 163</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>93 386 380</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>7 799 728 163</u>
Taux global de taxation réel de 2012	6 <u>1</u> , <u>1 9 7 3</u> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2012 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	12 531 440	5 413 424	2 587 070
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 662 685	519 540	710 298
Usines et bassins d'épuration	3	502 776	737 315	312 759
Conduites d'égout	4	7 321 308	8 143 049	5 356 022
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	18 077 437	14 106 806	12 617 655
Ponts, tunnels et viaducs	7	97 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8	168 363	95 207	12 991
Aires de stationnement	9	3 801 329		24 971
Parcs et terrains de jeux	10	809 757	500 484	1 322 258
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	572 234	394 565	737 106
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 129 165	231 430	1 348 958
Améliorations locatives	15			295 140
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 764 000	1 312 433	854 147
Ameublement et équipement de bureau	18		463 971	590 988
Machinerie, outillage et équipement divers	19	286 532	928 487	1 348 295
Terrains	20	9 356 957	1 330 914	3 146 252
Autres	21	865 742		
	22	62 946 725	34 177 625	31 264 910

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		327 591	1 289 403
Usines de traitement de l'eau potable	24		486 218	710 298
Usines et bassins d'épuration	25		380 574	312 759
Conduites d'égout	26		1 742 810	2 869 116
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		5 085 833	1 297 667
Usines de traitement de l'eau potable	28		33 322	
Usines et bassins d'épuration	29		356 741	
Conduites d'égout	30		6 400 239	2 486 906
	31		14 813 328	8 966 149

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	153 321 000	14 745 500	16 310 500	151 756 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	5 480 474		864 212	4 616 262
Organismes municipaux	4	54 346		26 760	27 586
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	1 433 810			1 433 810
	7	160 289 630	14 745 500	17 201 472	157 833 658
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	183 185	51 017		234 202
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	78 473 478	6 118 500	8 213 417	76 378 561
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	62 953 218	8 410 203	7 085 449	64 277 972
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	141 609 881	14 579 720	15 298 866	140 890 735
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	18 625 403	165 780	1 875 846	16 915 337
Organismes municipaux	15	54 346		26 760	27 586
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	18 679 749	165 780	1 902 606	16 942 923
Prêts					
	19				
	20	18 679 749	165 780	1 902 606	16 942 923
	21	160 289 630	14 745 500	17 201 472	157 833 658
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	160 289 630	14 745 500	17 201 472	157 833 658

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	441 916	464 038	369 276
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	2 971	5 340	2 971
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8	24 226	24 279	24 226
Transport collectif	9	335 000	337 352	247 497
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	9 687 598	9 690 208	9 851 239
Cours d'eau	13	15 712	18 589	15 713
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	115 341	106 978	115 341
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	577 208	562 625	710 396
Autres	21	175 615	177 670	170 500
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	40 424	40 455	40 424
Réseau d'électricité				
	24			
	25	11 416 011	11 427 534	11 547 583

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	106,00	35,00	10 044 528	3 081 916	13 126 444
Professionnels	2					
Cols blancs	3	215,00	32,50	11 117 101	3 225 036	14 342 137
Cols bleus	4	147,00	40,00	8 501 552	2 672 726	11 174 278
Policiers	5	120,00	37,80	9 454 159	2 999 626	12 453 785
Pompiers	6	54,00	43,00	3 452 759	1 192 793	4 645 552
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	642,00		42 570 099	13 172 097	55 742 196
Élus	9	13,00		610 918	146 403	757 321
	10	655,00		43 181 017	13 318 500	56 499 517

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12			
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14			

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	2 008 388	27		53	2 008 388	79		105	2 008 388	131
Évaluation	2	800 030	28		54	800 030	80		106	800 030	132
Autres	3	10 723 522	29	876 764	55	11 600 286	81	531 396	107	11 068 890	133
	4	13 531 940	30	876 764	56	14 408 704	82	531 396	108	13 877 308	134
Sécurité publique											
Police	5	19 873 022	31	901 031	57	20 774 053	83	159 702	109	20 614 351	135
Sécurité incendie	6	7 255 372	32	374 372	58	7 629 744	84	238 045	110	7 391 699	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	27 128 394	35	1 275 403	61	28 403 797	87	397 747	113	28 006 050	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	5 623 688	36	6 597 751	62	12 221 439	88	199 544	114	12 021 895	140
Enlèvement de la neige	11	6 101 091	37		63	6 101 091	89		115	6 101 091	141
Autres	12	3 240 154	38	241 490	64	3 481 644	90		116	3 481 644	142
Transport collectif	13	11 017 738	39	574 458	65	11 592 196	91	4 847 741	117	6 744 455	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	25 982 671	41	7 413 699	67	33 396 370	93	5 047 285	119	28 349 085	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	3 114 972	42	1 138 041	68	4 253 013	94		120	4 253 013	146
Traitement des eaux usées	17	3 664 076	43	2 101 663	69	5 765 739	95	714 071	121	5 051 668	147
Réseaux d'égout	18	3 685 130	44	2 764 313	70	6 449 443	96		122	6 449 443	148
Autres	19	1 564 862	45	2 858 575	71	4 423 437	97	359 044	123	4 064 393	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	6 318 716	46		72	6 318 716	98		124	6 318 716	150
Matières recyclables	21	3 371 492	47		73	3 371 492	99		125	3 371 492	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	145 249	49	21 275	75	166 524	101	64 578	127	101 946	153
Protection de l'environnement	24	96 337	50	43 345	76	139 682	102		128	139 682	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	21 960 834	52	8 927 212	78	30 888 046	104	1 137 693	130	29 750 353	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	263 576	172		187	263 576	202		217	263 576	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	122 340	174	752	189	123 092	204		219	123 092	234
	160	385 916	175	752	190	386 668	205		220	386 668	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 863 450	176	35 983	191	2 899 433	206	127 580	221	2 771 853	236
Rénovation urbaine	162	783 593	177	8 333	192	791 926	207		222	791 926	237 143 841
Promotion et développement économique	163	2 448 867	178	4 942	193	2 453 809	208		223	2 453 809	238 604 416
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	6 095 910	180	49 258	195	6 145 168	210	127 580	225	6 017 588	240 748 257
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	10 559 733	181	1 170 288	196	11 730 021	211	1 119 446	226	10 610 575	241 427 283
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	3 178 079	182	182 203	197	3 360 282	212	130 454	227	3 229 828	242 123 800
Autres	168	2 064 745	183	113 371	198	2 178 116	213	200 692	228	1 977 424	243
	169	15 802 557	184	1 465 862	199	17 268 419	214	1 450 592	229	15 817 827	244 551 083
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	110 888 222	186	20 008 950	201	130 897 172	216	8 692 293	231	122 204 879	246 7 478 007

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		2012	2011
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	33 761 754	30 768 015
Frais de financement	4	415 871	496 895
Autres	5		
	6	34 177 625	31 264 910

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	2 997 237	2 014 238
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 997 237	2 014 238
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	6 506 027	2 982 999
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8	(2 982 999)	(2 000 000)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	3 523 028	982 999
Solde à la fin de l'exercice	12	6 520 265	2 997 237
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21		
Solde à la fin de l'exercice	22		
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	23 708 518	21 861 460
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	23 708 518	21 861 460
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	3 528 517	6 229 520
Activités d'investissement	27	(3 877 663)	(6 657 146)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	2 982 999	2 000 000
Financement des investissements en cours	29	309 365	274 684
	30	2 943 218	1 847 058
Solde à la fin de l'exercice	31	26 651 736	23 708 518

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

		2012	2011
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	32	(13 213 325)	(10 953 107)
Redressement aux exercices antérieurs	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(13 213 325)	(10 953 107)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	())	())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(2 500 800)	(1 975 900)
Autres	37	((92 300))	((92 300))
Régimes non capitalisés	38	(449 500)	(387 900)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	())	())
	40	((3 170))	((11 282))
	41	(2 854 830)	(2 260 218)
Diminution de l'exercice			
	42		
	43	(2 854 830)	(2 260 218)
Solde à la fin de l'exercice	44	(16 068 155)	(13 213 325)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	45	(10 886 700)	(7 765 254)
Redressement aux exercices antérieurs	46		
Solde redressé au début de l'exercice	47	(10 886 700)	(7 765 254)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48	(3 601 823)	(2 846 762)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49		
Excédent de fonctionnement affecté	50		
Réserves financières et fonds réservés	51		
	52	(309 365)	(274 684)
	53	(3 911 188)	(3 121 446)
Solde à la fin de l'exercice	54	(14 797 888)	(10 886 700)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	55	279 994 907	261 366 430
Redressement aux exercices antérieurs	56		
Solde redressé au début de l'exercice	57	279 994 907	261 366 430
Variation de l'exercice	58	17 937 968	18 628 477
Solde à la fin de l'exercice	59	297 932 875	279 994 907

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 18)		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	516 400	2		3	4	309 361	5	47 969	6		7	777 792
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10	11		12		13		14	
	15	516 400	16		17	18	309 361	19	47 969	20		21	777 792

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Taxes générales****Du 100 \$ d'évaluation**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □□□□□ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □□□□□ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □□□□□ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □□□□□ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □□□□□ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □□□□□ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	1 | 0 | 1 | , | 8 | 0 | \$
Égout	2	1 | 1 | 4 | , | 0 | 0 | \$
Eau et égout	3	2 | 1 | 5 | , | 8 | 0 | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | \$
Matières résiduelles	5	2 | 0 | 1 | , | 7 | 5 | \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
Taxes foncières (immeubles résiduels)	,7765	1	
Taxes foncières (imm. non-résidentiels)	1,9035	1	
Taxes foncières (6 logements et plus)	,8348	1	
Taxes foncières spéciales dettes			
Secteur Saint-Jean-sur-Richelieu	,1169	1	
Secteur Saint-Luc	,0154	1	
Secteur Iberville	,1651	1	
Secteur L'Acadie	,0271	1	
Secteur Saint-Athanase	,0475	1	
Taxes foncières spéc. immobilisation			
Zone A	,0002	1	
Zone A et B	,0193	1	
Zone C et D	,0285	1	
Zone H	,0009	1	
Zone I	,0014	1	
Zone L	,0169	1	
Zone K	,0067	1	
Zone O	,0004	1	
Zone M	,0322	1	
Taxes foncières pour l'environnement	,0100	1	
Taxes foncières réhabilitation des infra	,0200	1	
Taxes foncières (immeuble industriel)	2,0733	1	
Autres			
Eau et égouts	35,8000	7	Par chambre
Eau et égouts au compteur	,8400	7	Par mètre cube d'eau
Eau au compteur	,4000	7	Par mètre cube d'eau
Eau au compteur sans compensation	2,7000	7	Par mètre cube d'eau
Tarif de base			
Compteur diamètre 0 à 25 mm	80,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 25 à 50 mm	160,0000	7	Par compteur

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compteur diamètre 50 à 75 mm	240,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 75 à 100 mm	320,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 100 à 125 mm	400,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 125 à 150 mm	480,0000	7	Par compteur
Compteur diamètre 150 et plus	560,0000	7	Par compteur
Déchets domestiques	29,7000	7	Par chambre
Bacs de récupération	18,5000	7	Par bacs
Compensation services municipaux			
Secteur Iberville	1,0044	1	
Secteur Iberville (Secteur Industriel)	1,0319	1	
Secteur Saint-Luc	1,4630	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7	351 948 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8	\$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	252 373 \$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	911 992 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
(no) (rue)
188 JACQUES-CARTIER NORD J3B 7B2
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 357-2216
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 357-2286
(ind. rég.) (numéro)

Courriel p.beauvais@ville.saint-jean-sur-richelie

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom PIERRE BEAUVAIS

Téléphone (450) 357-2216
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 357-2286
(ind. rég.) (numéro)

Courriel p.beauvais@ville.saint-jean-sur-richelie

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom DELOITTE SENCRL

Titre COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

Adresse 4605-A BOUL.LAPINIÈRE BUREAU 200
(no) (rue)
BROSSARD J4Z 3T5
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 618-4270
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 618-6420
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dherard@deloitte.ca

Responsable du dossier DENIS HÉRARD

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION

Je , Pierre Beauvais cpa,cga , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Jean-sur-Richelieu pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-05-21 , est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>16 104 241 \$</u>
Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de	<u>1,1973 \$</u>

Date et heure de la dernière modification : 2013-05-13 08:19:45

Date de transmission au Ministère : 2013/05/22

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2012

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Saint-Jean-sur-Richelieu

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	Réalizations 2011		Budget 2012	Réalizations 2012		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	145 675 237	140 368 838	144 103 524	6 075 617	149 797 653
Investissement	2	10 900 749	19 784 811	11 909 851		11 909 851
	3	156 575 986	160 153 649	156 013 375	6 075 617	161 707 504
Charges	4	140 499 112	135 485 386	138 375 179	7 609 572	145 603 263
Excédent (déficit) de l'exercice	5	16 076 874	24 668 263	17 638 196	(1 533 955)	16 104 241
Moins : revenus d'investissement	6	(10 900 749)	(19 784 811)	(11 909 851)	()	(11 909 851)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	5 176 125	4 883 452	5 728 345	(1 533 955)	4 194 390
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	19 650 051	18 063 561	20 008 950	96 449	20 105 399
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	16 885		700 026		700 026
Remboursement de la dette à long terme	10	(15 374 562)	(15 451 683)	(15 298 863)	(63)	(15 298 926)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(4 192 781)	(4 983 233)	(4 525 946)	(485 998)	(5 011 944)
Excédent (déficit) accumulé	12	(3 969 298)	(2 512 097)	(673 687)	1 923 567	1 249 880
Autres éléments de conciliation	13	1 676 579		567 202		567 202
	14	(2 193 126)	(4 883 452)	777 682	1 533 955	2 311 637
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 982 999		6 506 027		6 506 027

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2011	2012	2011
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	43 009 756	40 393 570	41 638 658
Autres	2	17 426 426	31 204 591	31 374 531
	3	60 436 182	71 598 161	73 013 189
Passifs				
Dette à long terme	4	159 989 703	157 333 410	157 360 996
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	4 158 300	7 005 500	7 005 500
Autres	6	36 557 939	47 429 109	49 256 395
	7	200 705 942	211 768 019	213 622 891
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(140 269 760)	(140 169 858)	(140 609 702)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	410 626 062	425 689 417	426 398 771
Autres	10	12 244 335	14 719 274	14 731 269
	11	422 870 397	440 408 691	441 130 040
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	2 997 237	6 520 265	6 091 372
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	23 708 518	26 651 736	26 651 736
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	13 213 325 ) (	16 068 155 ) (	16 068 155) (
Financement des investissements en cours	15	(10 886 700)	(14 797 888)	(14 797 888)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	279 994 907	297 932 875	298 643 273
	17	282 600 637	300 238 833	300 520 338

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-JEAN)	18	71 152	155 178
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-LUC)	19		308 098
- SURPLUS RÉSERVÉ (IBERVILLE)	20	120 054	120 054
- SURPLUS RÉSERVÉ (ST-ATHANASE)	21		42 053
- SURPLUS RÉSERVÉ (L'ACADIE)	22	109 390	109 390
- SURPLUS RÉSERVÉ (GRANDE VILLE)	23	12 729 860	12 150 394
-	24		
-	25		
-	26		
	27	13 030 456	12 885 167
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	28		1 494 674
	29	13 030 456	14 379 841
Réserves financières			
Fonds réservés	30		
	31	13 621 280	10 823 351
	32	26 651 736	25 203 192

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Réalizations 2011	Budget 2012	Réalizations 2012	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	102 904 407	106 453 663	106 529 678	106 529 678
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 769 992	7 524 574	7 589 079	7 589 079
Quotes-parts	3				
Transferts	4	11 188 847	7 674 812	9 153 844	9 245 029
Services rendus	5	8 802 623	7 656 789	8 692 293	14 293 245
Autres	6	15 009 368	11 059 000	12 138 630	12 140 622
	7	145 675 237	140 368 838	144 103 524	149 797 653
Investissement					
Taxes	8	1 785 057			
Quotes-parts	9				
Transferts	10	5 033 360	19 784 811	3 497 051	3 497 051
Autres	11	4 082 332		8 412 800	8 412 800
	12	10 900 749	19 784 811	11 909 851	11 909 851
	13	156 575 986	160 153 649	156 013 375	161 707 504

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2012	Réalizations 2012			Réalizations 2012	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	843 075	800 030		800 030	800 030	690 413
Autres	2	13 381 342	12 731 910	876 764	13 608 674	13 608 674	13 940 994
Sécurité publique							
Police	3	19 506 611	19 873 022	901 031	20 774 053	20 774 053	19 558 942
Sécurité incendie	4	7 347 741	7 255 372	374 372	7 629 744	7 629 744	6 994 337
Autres	5						9 550
Transport							
Réseau routier	6	15 111 612	14 964 933	6 839 241	21 804 174	21 804 174	21 236 964
Transport collectif	7	11 524 829	11 017 738	574 458	11 592 196	11 592 196	10 968 585
Autres	8						26 060
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	10 832 283	12 029 040	8 862 592	20 891 632	20 891 632	20 055 017
Matières résiduelles	10	9 687 598	9 690 208		9 690 208	9 690 208	9 851 239
Autres	11	57 712	241 586	64 620	306 206	306 206	201 009
Santé et bien-être	12	407 542	385 916	752	386 668	386 668	4 855 751
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	2 982 645	2 863 450	35 983	2 899 433	2 899 433	2 777 081
Promotion et développement économique	14	2 358 175	2 448 867	4 942	2 453 809	2 453 809	3 914 442
Autres	15		783 593	8 333	791 926	791 926	414 884
Loisirs et culture	16	17 201 019	15 802 557	1 465 862	17 268 419	24 469 688	23 675 523
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	6 179 641	7 478 007		7 478 007	7 504 822	7 471 834
Amortissement des immobilisations	19	18 063 561	20 008 950	(20 008 950)			
	20	135 485 386	138 375 179		138 375 179	145 603 263	146 642 625

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3